

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 46

Excusés : 21

Absents : 13

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

REUNION DU 26 JUIN 2024

L'an DEUX MILLE VINGT-QUATRE, le MERCREDI VINGT-SIX JUIN à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT JUIN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

<u>ETAIENT</u>	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CHAVAROC Grégory, Mme de CARVALHO Virginie, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FAOUZI Hanane, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GODARD Jacques, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.
<u>PRESENTS</u>	
<u>EXCUSES</u>	M. ASENSI François, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, M. MARAN Max, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, M. TURBIAN Julien, M. VAZ Micaël, Mme YOUSOUF Mélissa,
AYANT DONNE POUVOIR A	Mme de CARVALHO Virginie, Mme BRAIHIM Marwa, Mme ELSODY Arhella, M. CANNAROZZO Frank, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme MEKKI Chérifa, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BLANCHET Stéphane, M. RAMADIER Alain, Mme COLLET Marie-Claude, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MANGIN Anthony, M. ZANGRILLI François, M. JIAR Youssef, Mme YERRO Georges-Marie, M. GUYON Olivier, M. SAULIERE Gilles, M. BAILLON Jean-François, Mme JAOUANI Amel, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SIBY Oussouf,
<u>ABSENTS</u>	M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEYER Karine, Mme SAGO Aïssa, Mme VALLETON Martine.
<u>SECRETAIRE DE SEANCE</u>	Mme FILIPOVIC Biljana

DELIBERATION N°84 - URBANISME - APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE VILLEPINTE

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Mme Farida ADLANI,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 5219-5,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-23, L.153-36 et suivants, L 153-45 et suivants, R 153-20 et R 153-21,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR),

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1^{er} janvier 2016, des établissements publics de coopération Intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de plan local d'urbanisme (PLU),

Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du PLU,

Vu le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240626-84-26-06-2024-DE
Date de télétransmission : 11/07/2024
Date de réception préfecture : 11/07/2024

Vu le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois,
Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN),
Vu la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, dite « loi ASAP »,
Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,
Vu le PLU de la commune de Villepinte approuvé par délibération n°150 du conseil de territoire de l'établissement public territorial (EPT) Paris Terres d'Envol du 18 décembre 2017,
Vu la décision de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale d'Ile-de-France n°IDF-2021-6529 du 22 septembre 2021 portant obligation de réalisation d'une évaluation environnementale de la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de Villepinte après examen au cas par cas,
Vu la délibération n°16B du 13 février 2023 relative aux objectifs poursuivis et à la définition des modalités de concertation de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Villepinte,
Vu la délibération n°132 du 9 octobre 2023 arrêtant le bilan de la concertation dite préalable de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Villepinte,
Vu l'avis délibéré de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale d'Ile-de-France n°APPIF-2024-008 en date du 18 janvier 2024 sur le projet de la modification simplifiée n°1 du PLU de Villepinte,
Vu la délibération n°16 du 26 février 2024 relative à la définition des modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de Villepinte,
Vu l'avis sans observation du Grand Paris Aménagement formulé le 31 janvier 2024,
Vu l'avis favorable de la Commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de Croult-Enghien-Vieille Mer formulé le 16 février 2024,
Vu l'avis favorable de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) formulé le 29 février 2024,
Vu l'avis sans observations du Syndicat des eaux d'Ile-de-France (SEDIF) formulé le 19 mars 2024,
Vu le dossier de mise à disposition,
Vu le bilan global de la mise à disposition et de la consultation des personnes publiques associées, ci-annexé,
Vu le dossier de modification simplifiée, ci-annexé.

Considérant que le projet agroécologique du conseil départemental consiste en la création, au sein du Parc Départemental du Sausset, d'une filière agricole biologique locale comprenant une production maraîchère ainsi qu'une production de semences et de plants labellisés Végétal Local sur le secteur du Puits d'enfer.

Considérant que l'objectif est ainsi de développer un modèle agricole urbain au cœur de ce parc public qui puisse, à terme, proposer une offre globale : production, distribution, transformation, restauration, accueil du public avec notamment un rôle pédagogique.

Considérant que ce projet correspond à une opération développant une activité agricole prenant en considération les enjeux du développement durable : préservation de l'environnement et des paysages, diversité des productions agricoles et innovations, rôle social et sociétal.

Considérant que dans le PLU villepintois le parc départemental du Sausset, classé Natura 2000, est classé en zone N et que le règlement de cette zone ne permet pas l'activité agroécologique, et par conséquent les constructions et aménagement en lien avec cette utilisation du sol.

Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Villepinte a donc pour objet d'autoriser l'activité agroécologique dans le secteur géographique du Puits d'enfer par la création d'un sous-secteur Na géographiquement délimité sur le plan de zonage du PLU et dans lequel seront autorisés les constructions et aménagements nécessaires au projet agroécologique.

Considérant que l'ensemble des modalités de mise à disposition, telles que prévues par la délibération n°16 du 26 février 2024, a bien été respecté.

Considérant qu'à l'issue de la mise à disposition du dossier, qui s'est déroulée du 04 avril 2024 au 06 mai 2024 inclus, aucune contribution n'a été recueillie parmi tous les canaux à disposition du public comprenant le site internet et adresse électronique dédiés ainsi que les registres papiers disponibles en mairie et à l'EPT Paris Terres d'Envol.

Considérant que le projet de modification simplifiée a été notifié aux personnes publiques associées conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme.

Considérant les avis des personnes publiques associées émis sur le projet de modification simplifiée n°1 du PLU.

Considérant que l'ensemble des vis sont favorables et ne formulent pas de réserve concernant le projet de modification simplifiée n°1, et que deux avis ont formulé une observation.

Considérant que les remarques émises par le SEDIF et le SAGE ne sont pas de nature à faire évoluer le projet de modification simplifiée, et qu'elles ont été traitées dans le bilan de la mise à disposition ci-annexé.

Considérant qu'aucune évolution n'a été apportée au dossier après consultation du public et des PPA, que l'économie générale du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Villepinte ne se retrouve donc pas bouleversé et qu'il entre dans le champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L.153-45 et suivants du code de l'urbanisme.

Considérant que le bilan global de la mise à disposition et de la consultation des personnes publiques associées est favorable en raison de la non-opposition de ces dernières et du public.

Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU est donc prêt à être approuvé en application de l'article L.153-47 du code de l'urbanisme.

Après avoir délibéré,


- **Tire** le bilan de la mise à disposition qui n'a fait apparaître aucune opposition au dossier de la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de Villepinte, tel que présenté au dossier ci-annexé.
- **Approuve** la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de Villepinte tel qu'annexé à la présente.
- **Précise** que le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de Villepinte tel qu'approuvé par le conseil de territoire, sera tenu à la disposition du public en mairie de Villepinte (Centre administratif de Villepinte situé 16-32 avenue Paul Vaillant couturier) aux heures d'ouverture au public, ainsi qu'au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol situé 50 allée des Impressionnistes – 93420 Villepinte, aux heures d'ouverture au public et sur son site internet <https://www.paristerresdenvol.fr>.
- **Précise** que, conformément aux dispositions prévues aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie de Villepinte pour une durée d'un mois et que mention de cet affichage sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **Précise** que la présente délibération sera publiée au registre des actes administratifs de l'EPT Paris Terres d'Envol.
- **Précise** que cette délibération sera exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat, conformément à l'article L.153-48 du code de l'urbanisme.
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la date la plus tardive de sa publication et/ ou de son affichage.
- **Précise** que la présente délibération sera transmise à :
 - Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis
 - Monsieur le Maire de Villepinte

Adoptée à la majorité

(63 VOIX POUR, 1 VOIX CONTRE : MELISSA YOUSSEF)

3 ABSTENTIONS : RACHID BELOUCHAT,

NELLY ROLAND IRIBERRY, OUSSOUF SIBY,)


Le Président
Bruno BESCHIZZA